1	2	3

1
2
3

1	2	3
4	5	6

MÉMO[illegible]S DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA

SÉRIE III — 1917 — TOME XI

France et Canada
1775-1782

par

Benjamin Sulte, M.S.R.C.

OTTAWA

IMPRIMÉ POUR LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA

1917

Mémoires de la Société Royale du Canada
SECTION I

SÉRIE III JUIN ET SEPTEMBRE 1917 VOL. XI

France et Canada, 1775-1782.

PAR BENJAMIN SULTE, M.S.R.C.

(Lu à la réunion de mai 1917).

Nulle part on ne rencontre une réponse explicite ou quelque peu satisfaisante à cette question qui survient parfois dans les conversations sur l'histoire de notre XVIIIe siècle: quelle a été l'attitude de la France à l'égard du Canada durant la guerre de l'indépendance des États-Unis?

De place en place, les écrivains donnent à entendre que le cabinet de Louis XVI se montra désintéressé au sujet de l'ancienne colonie. La note est juste, mais il nous faut savoir pourquoi et ajuster la chaîne des raisonnements qui concerne les provinces américaines, la politique anglaise, aussi bien que les ministres de Versailles—en un mot, on demande une étude claire et sûre de ce fait historique. Ce qui va suivre en dit assez; toutefois, des chercheurs plus heureux pourront compléter cette page restée en blanc jusqu'aujourd'hui.

I

Il ne faut pas s'imaginer que la révolution américaine s'est faite d'un accord unanime entre les treize provinces, ni en un seul jour. La période de temps qu'elle embrasse va de 1765 à 1782 et, à proprement parler, ces colonies étaient étrangères les unes aux autres dans les commencements. C'était une infime minorité qui s'agitait dans le nord en 1765 ou même depuis 1760 alors que le Massachusetts, le New-Hampshire, le Connecticut, le Rhode-Island (la Nouvelle-Angleterre) comprirent qu'ils n'avaient plus à craindre le Canada, car la conquête de cette colonie, conçue et exécutée par Pitt, n'avait d'autre objet que de procurer aux établissements anglais le repos et la confiance troublés jusque là par le voisinage et les hostilités de l'élément français. De la libération de 1760 sortit le germe d'une autre liberté qui se manifesta à Boston en 1765 contre la taxe impériale imposée sous prétexte de payer les frais de la guerre précédente. La Nouvelle-Angleterre voulait bien que la Grande-Bretagne la débar-

rassât des Français, mais elle n'admettait pour sa part aucune dépense à encourir. Ajoutons que George III était déterminé à maintenir ces "plantations" sous un joug tyrannique et, dans ce but, afin de gouverner à sa guise, il avait littéralement acheté les principaux membres des deux Chambres de son parlement.

Sans trop s'arrêter aux différences qui marquaient les colonies anglaises les unes à côté des autres, on peut les considérer comme formant trois groupes bien distincts:

1° la Nouvelle-Angleterre, qualifiée le nord et plus souvent l'Est, 750,000 âmes, agriculture, pêcheries et commerce maritime, aussi des des essais de manufacture. Le commerce y manifestait un esprit d'indépendance qui concentra dans Boston les idées éparses d'où jaillit la politique républicaine, aussi le grand coup de la révolte eût-il lieu dans cette ville.

2° les provinces du centre échelonnées le long de la mer allant au sud: New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland, près d'un million d'âmes, agriculture variée, des souches de colons bien différents de ceux du nord, tous royalistes, prospères, tranquilles et traitant de leurs produits par commerce direct avec les îles britanniques.

3° la Virginie, les deux Carolines, la Géorgie, plus d'un million d'âmes, grande culture de tabac, agriculture générale, esclavage des noirs, un commencement d'exploitation du coton, ardent royalisme, sans rapport avec les colonies du centre et du nord, souche de population plutôt aristocratique qu'autrement, exportant les bois d'acajou et autres essences fameuses, enfin, un pays où personne ne se préoccupait du reste du monde.

C'est pourtant de ce dernier milieu qu'il faut dater les premières résistances qui se sont manifestées contre les abus du pouvoir royal et c'est là que se produisit la première effusion du sang dans un conflit entre des réformistes et la force armée du gouvernement, car l'escarmouche de Lexington et la bataille de Bunker's Hill, aux portes de Boston, ne vinrent qu'assez longtemps après.

Les événements qui s'étaient passés en Virginie restèrent sans effet sur le nord qui n'en prit qu'une connaissance vague, comme serait un incident de caractère local, meurtre ou inondation d'une rivière, trop éloigné des "centres" pour captiver leur attention ou perdu, en un mot, dans le lointain géographique.

C'est Lexington, c'est principalement Bunker's Hill qui est resté comme la prise de la Bastille de cette grande révolution. Ces deux combats marquent l'année 1775 et le début de la guerre réelle qui devait durer jusqu'en 1782.

En 1776, après douze années de troubles, après la tentative de conquête du Canada, le Congrès de Philadelphie, âgé d'un an, signait la déclaration d'indépendance, mais on en était encore à douter si le tiers ou la moitié des colons se prononceraient dans ce sens. Les régiments anglais arrivaient. Les volontaires appelés sous Washington étaient en petit nombre, à peine armés, sans équipement et les finances étaient presque nulles.

Le Congrès prenait la tête du mouvement sans avoir été autorisé à ce faire, car il n'était qu'une assemblée des notables et non pas une chambre des communes. Les hommes qui le composaient avaient été choisis pour tâcher d'amener une entente avec les autorités de Londres. Ce Congrès, constitué de lui-même, fut un pouvoir faible et sans base, mais le rôle dont il s'empara lui est resté. John Adams le définit: "une assemblée diplomatique."

Dans les provinces, on abattait l'administration royale, tout en persistant à se dire sujets du roi George et soumis au parlement de Londres—bien attendu, à un parlement mieux éclairé que ci-devant. Le Congrès est dans le même cas. Des tribunaux s'improvisent par endroits et fonctionnent tant bien que mal. Le reste à l'avenant. Quelques voix noyées dans la masse prononcent le mot indépendance.

À mesure qu'une province renversait le gouvernement royal, on voyait surgir une organisation ou comité de citoyens qui prenait la direction des affaires locales sans avoir été nommé par personne, puis chaque colonie se regardait comme indépendante des autres aussi bien que du Congrès.

Le premier Congrès siégea en 1774, le second l'année suivante, tous deux composés de gens délégués par certains groupes de quelques colonies pour aviser au moyen de régler la dispute avec la Grande-Bretagne. Il ne possédait que cette faculté, aussi, en 1775, s'il ne proclama point l'indépendance, c'est parce qu'il ne se sentait pas justifiable de parler au nom de tous. Avant que d'ériger, ainsi qu'on pourrait dire, une statue à la liberté, il fallait un piédestal et le Congrès ne se regardait pas encore comme une fondation assez solide pour une pareille œuvre. C'est Bunker's Hill (1775) qui lui fortifia la main en 1776.

Les quatre principaux membres du Congrès de 1775 étaient Benjamin Franklin, John Adams, George Washington et Thomas Jefferson. Aucun d'eux n'était un parleur. Quelques beaux talents oratoires s'étaient manifestés en 1774, mais en 1775, ils comprirent que l'on savait fort bien se passer de leur secours. Franklin avait dit: "un torrent de paroles, une goutte de raison."

John Adams demandait en 1775, quatre choses: 1° organisation des gouvernements provinciaux, 2° organisation du Congrès, 3° décla-

ration de l'indépendance, 4° entrer en rapport avec quelques puissances de l'Europe.

De novembre 1775 à mai 1776, le Congrès travailla pour persuader chaque colonie de se former un gouvernement régulier et il y réussit presque partout. Dans le nord, le nom du roi fut conservé en tête des nouvelles institutions. Au sud, tout prit la forme républicaine. En avril 1777, la province de New-York fut la dernière à se donner un gouvernement.

Depuis dix ans, le roi était à lui tout seul le gouvernement britannique, aussi était-il détesté encore plus que ses ministres qu'il installait et démettait à sa guise en restant toujours la volonté et l'âme de l'administration. Toutefois, à l'égard des colonies, l'opinion publique des Trois-Royaumes se modelait sur l'attitude hostile du souverain, du ministère et du parlement qui se laissait faire avec une indifférence coupable. George III tablait sur cette situation. Après le mois de juillet 1775, où l'on apprit l'affaire de Bunker's Hill, il se répandit un plus grand désir de soumettre les rebelles par la force et le roi fut autorisé à envoyer des troupes. Le commerce et l'industrie déploraient cette politique, sans parvenir à se faire entendre—Pitt, Fox et Burke au parlement, n'étaient point écoutés. Nous sommes dans la période (1765-1783) la plus déplorable de la politique anglaise.

II

Le sieur de Bonvouloir, envoyé secret du gouvernement de Versailles, exprimait devant le Congrès, en 1775, les sympathies de Louis XVI pour la cause américaine. On y vit d'abord comme une ouverture qui serait suivie d'une aide efficace, mais bientôt on crut deviner dans cette démanche une arrière-pensée au sujet du Canada, sur quoi Bonvouloir protesta avec vigueur que rien de semblable n'était prémédité. C'est la première trace aujourd'hui connue de la question qui nous occupe. Avant et après 1775, il y eut des agents secrets qui tinrent la cour de France parfaitement renseignée sur ce qui se passait et se disait dans les treize colonies. Bonvouloir en était un, et des plus adroits à glaner des nouvelles comme à observer la marche des événements. Il appuyait sur la note: "Nous ne pensons point au Canada."

Voyons pourquoi il parlait ainsi. La masse du peuple français était trop misérable et trop ignorante pour penser, elle est hors de compte, mais ce que l'on nomme "opinion publique" existait dans les classes plus élevées, à partir du petit bourgeois en allant jusqu'au duc et pair, car le souvenir des colonies françaises d'avant 1763 y était resté amer, désagréable comme une chose qu'il ne fallait pas recommencer. Ce n'est ni Voltaire ni son groupe qui ont inventé les "arpents de neige", c'est toute la France pensante. Vers 1770,

on avait vu Choiseul, premier ministre, fronder ce préjugé, mais seulement comme on entend une voix à part, et tout-à-fait discordante, puisqu'elle soutenait que les colonies auraient du bon si on les faisait en bonne partie indépendantes—donc: reprenez le Canada si vous le pouvez et laissez-le se gouverner lui-même. Il n'avait réussi qu'à exaspérer les philosophes et bien d'autres.

Lorsque Vergennes arriva au pouvoir, en 1772, l'engouement pour toute chose anglaise s'était répandu dans les hautes classes et la résistance de Boston, en 1774, n'inspira nullement l'idée de s'en réjouir par l'espoir que la puissance britannique pouvait y rencontrer une humiliation, mais la sentimentalité de ceux qui prêchaient la cause du peuple sur tant de points gagna vite du terrain et sans s'en apercevoir, on adopta la seconde proposition de Choiseul, savoir: l'indépendance des colonies. Ce fut comme une trainée de poudre enflammée. La cour donna dans ce nouvel enthousiasme, ce qui a fait dire qu'elle espérait pêcher en eau trouble et attirer vers la France le commerce que l'Angleterre perdrait, mais tout ce que l'on peut dire sur ce point, c'est que les espérances de ce genre etaient peu nombreuses.

Vergennes n'avait pas de "sentiment" américain et il était anglophobe, de plus, très froid sur l'à-propos de renouveler le régime des colonies, disant d'ailleurs que les Américains devaient redouter de revoir le Canada aux mains des Français.

De son côté, Louis XVI était indifférent à tous et chacun des articles de ce chapitre. On était loin de se figurer, en 1776, l'effervescence qui allait se manifester en faveur des colons anglais.

III.

Au mois de juin 1776, le général Howe arriva en vue de New-York avec une armée. De nouvelles troupes débarquèrent à l'automne. Washington fut repoussé de Long Island, du port, de la ville de New-York et il concentra ses faibles bataillons plus haut sur le fleuve Hudson, à White Plains, d'où il lui fallut partir en novembre pour faire retraite par le nord du New-Jersey, ensuite, inclinant au sud-est, il gagna le fleuve Delaware et, au milieu de décembre s'arrêta en Pennsylvanie, voyant que Howe n'avait pu ou n'avait pas osé franchir le Delaware. Si un autre Washington eut été à la tête de l'armée royale, la révolution durant cette retraite pouvait finir dans le New-Jersey.

Les habitants des provinces ou colonies britanniques n'étaient pas dressés au métier de la guerre comme cela s'était vu dans la Nouvelle-France, où chaque homme comptait pour un bon soldat dans la forme qu'exigeaient de semblables opérations en Amérique, néanmoins on y trouvait des chasseurs assez experts dans l'art de la guerre de partisan, et d'autres qui avaient combattu les Sauvages, connaissaient les

embuscades, les coups de surprises, mais rien de la discipline à la manière canadienne qui donne de la solidité à la conduite générale d'une opération militaire un peu étendue. La plupart de ces volontaires, qui servaient durant cinq ou dix semaines, ne connaissaient ni les camps ni les marches ni les combats suivis et ne songeaient qu'à rentrer dans leurs foyers. Mal armés, presque pas équipés, ne recevant qu'une solde en papier douteux, ces hommes allaient, venaient, n'étant jamais les mêmes et ne comprenaient qu'à demi ce qui se passait autour d'eux.

Tout-à-coup, en janvier 1777, Washington traverse le Delaware, culbute les troupes royales à Trenton, Princeton et ailleurs, puis va se placer au nord du New-Jersey près de l'Hudson encore une fois. En mars, il n'avait sous ses ordres que trois mille soldats assidus au service avec sept ou huit mille volontaires qui allaient et venaient à leur fantaisie. L'armée anglaise était six fois plus forte et parfaitement équipée, mais son chef ne valait rien et se tenait renfermé dans la ville de New-York qui comptait une population de 22,000 âmes. Ainsi, des forces suffisantes pour terminer la guerre en quelques semaines étaient comme bloquées dans un port de mer par des bandes de fantassins rassemblés à la hâte et qui ne possédaient point de marine pour les appuyer. Dans cette situation, Washington se demandait où prendre le matériel qui lui manquait pour se maintenir quelque part. Ceci complète le tableau de sa détresse triomphante en ce moment.

Mais des navires arrivent de France chargés de 23,000 fusils, 1,000 barils de poudre et des équipements, envoyés par des particuliers sympathiques à la cause américaine. Tout change de face à mesure que la nouvelle du secours se répand de proche en proche, bien lentement si l'on compare cette époque avec nos moyens de communication actuels.

En juillet 1777, Washington avait 14,000 hommes sous ses ordres, assez bien formés pour entreprendre une expédition. Howe, voyant cela, amène la moitié de son monde par mer et, le 1er août, il entre dans la baie de Chesapeake, transportant la guerre au sud dans l'espérance de dégager New-York qui n'était pourtant pas en risque de se voir prendre par un adversaire si mal outillé en vue d'un siège. Lafayette arrive en ce moment avec l'annonce de renforts prochains en armes et équipements, don généreux de quelques individus.

Washington pique tout droit au plus pressé vers le sud-ouest de la Pennsylvanie, livre la bataille de Brandywine, mais n'empêche pas Howe d'entrer à Philadelphie, d'où le Congrès se retire au plus vite.

Cette ville, la plus grande des treize colonies, renferme 30,000 âmes. La Pennsylvanie est également la plus peuplée. C'était Londres ou Paris à l'égard du tout, car son influence balançait à elle

seule les trois grandes divisions géographiques dont il a été fait mention ci-dessus. Howe le comprenait, mais il ne sut point utiliser la situation.

À l'automne, Washington fit choix de Valley Forge pour y attendre les événements, y passer l'hiver et se tenir tout le temps au nord-ouest de Howe, l'empêchant par ses pointes et ses incursions de sortir de chez lui. Terrible hiver cependant, car les volontaires manquaient d'habillements et de provisions de bouche.

Le 15 novembre 1777, le Congrès proclame le régime fédéral pour les treize colonies. Restait à le faire adopter, ce qui ne fut pas facile. Jusque là, chaque groupe avait agi pour lui-même, l'esprit provincial dominant partout. En décembre, le gouvernement français reconnut l'existence des États-Unis.

Pendant que Washington contenait en Pennsylvanie Howe et son lieutenant Cornwallis, le général Bourgoyne partait du Canada avec une armée, passait par le lac Champlain, sur la fin de l'été de 1777, atteignait le fleuve Hudson, mais Arnold et Schuyler l'arrêtèrent à Saratoga, où, le 17 octobre, il fut entouré et mit bas les armes avec la masse de ses troupes. La guerre du nord perdit toute importance à partir de ce jour, mais elle se prolongea encore trois années. Un quart des forces royales avait disparu. La reddition de Bourgoyne hâta l'alliance française qui eut lieu trois mois plus tard.

L'opinion publique se portant de plus en plus du côté des Américains, le cabinet de Versailles fut entraîné et le roi, comme de coutume, se laissa faire. Les cabales des classes remuantes, le bavargade des philosophes, le grand mot de liberté, "cette chose si rare parce qu'elle est précieuse", disait Franklin, puis cette anglomanie dont nous avons parlé, faisaient que l'on en vint unanimement à cette formule surprenante: "Nous ne faisons pas la guerre aux Anglais. Nous combattons pour l'indépendance des Américains."

Sans le concours de toutes ces circonstances, il est probable que le ministère et la cour de Versailles n'auraient jamais poussé leur action aussi loin en faveur des colonies rebelles et qu'ils se seraient contentés de fermer les yeux sur les envois de secours que Beaumarchais et les autres enthousiastes expédiaient vers l'Amérique.

Si, toutefois, quelqu'un s'est bercé de l'espoir de faire dériver le commerce des Américains du côté de la France, à la suite des services à eux rendus pendant cette guerre, il s'est grandement trompé. Aussitôt libérées, les colonies ont renoué leurs relations commerciales avec les Trois-Royaumes et, dans cette nouvelle phase, le peuple britannique en a retiré plus de profit que jamais auparavant. Il en a coûté cent cinquante millions de piastres au trésor français, ce qui a largement creusé la fosse des Bourbons. Les Américains n'en ont pas plus aimé les Français, parce que, en tout temps, la langue, les idées religieuses,

les usages et coutumes de la vie ordinaire les ont tenus et les tiennent encore séparés.

IV

Franklin et Deane travaillaient de leur mieux, à Paris et à Versailles, pour obtenir le support du gouvernement français. Le fameux pacte "d'amitié et de commerce" entre le roi et les États-Unis fut signé le 6 février 1778. Aussitôt, la Grande-Bretagne déclara la guerre.

Vergennes écrivant au marquis de Noailles, embassadeur à Londres, pour lui annoncer la conclusion du traité, disait que la France ne s'était réservé aucun avantage dont les autres nations pourraient être jalouses ou que les Américains seraient susceptibles de regretter plus tard. Abnégation qui fait rêver. On disait, dans certains milieux, que l'intérêt bien entendu du royaume était de rester neutre et de profiter des embarras de Georges III pour se faire rendre le Canada, mais, par la suite et répondant à cette même question, le comte de Moré, qui avait été aide-de-camp de Lafayette, déclara qu'une telle politique se serait trouvée contraire au sentiment général du peuple français.

Tandis que ces choses se passaient à Versailles, une grande cabale s'agitait contre Washington, tant au Congrès que dans l'armée, celle-ci dans un état de destitution lamentable.

Au mois de mars 1778, le général Howe fut remplacé par sir Henry Clinton. C'était un autre maladroit qui allait continuer les gaucheries de Gage en 1775 et de Howe en 1776-1777. Le 8 juin 1778, Clinton évacua Philadelphie pour se porter sur New-York en traversant le New-Jersey, mais, talonné vivement par Washington et ses maigres bandes, il fit plutôt une déroute qu'une retraite, et voilà de nouveau l'armée américaine sur les plaines de l'Hudson menaçant New-York.

La flotte française commandée par d'Estaing, apparut le 8 juillet, stationna quelques temps au Rhode-Island et fila vers les Antilles pour faire la chasse aux Anglais. Le reste de l'année se passa sous le coup de cette étrange déception, qui par bonheur servit la paresse de Clinton.

Vers Noël, Lafayette se décida à passer en France pour éclaircir la situation. Comme il tenait au plan d'une attaque sur le Canada, plan qu'Arnold et plusieurs officiers militaires n'avaient pas cessé de considérer à la fois comme praticable et désirable, il en soumit le projet à l'assemblée siégeant de nouveau à Philadelphie. C'était à peu près dans ce sens: 1° approuvez-vous une campagne qui annexerait le Canada aux États-Unis; 2° ou une annexion à la France; 3° ou l'indépendance des Canadiens pure et simple? On lui répondit qu'il serait impossible de garantir les Canadiens contre une conquête étrangère dans le cas où l'on parviendrait à les rendre libres, et, d'autre part, que les Américains tenaient assez à avoir le Canada mais pas pour le

moment. La proposition en trois points de Lafayette ayant été référée à Washington, celui-ci rédigea un rapport contre toute démarche actuelle vu le peu de ressources du Congrès et de l'armée. Quant à l'indépendance des Canadiens, il se demandait si ces colons désiraient vraiment renvoyer les Anglais. Et sur l'article du retour à la France il objectait carrément parce que ce serait, disait-il, faire revivre les temps de malheur que la rivalité des deux races avait entretenus pendant trois quarts de siècle avant 1760. Non seulement, disait-il, les Canadiens seront corps et âme avec la France, mais les Sauvages de partout, Maine, lac Supérieur et jusqu'aux Illinois se joindront à eux contre nous. L'élément français nous dominerait et nous serions obligés de nous rapprocher de l'Angleterre pour recourir encore une fois à sa protection et ce serait reprendre le joug dont nous cherchons à nous libérer en ce moment. Nous avons réussi en 1760 à faire cesser les agressions des Français du Canada, pourquoi faciliter leur rentrée dans cette colonie ? D'autre part, si la France nous aide à faire la conquête en question, qui nous assure qu'elle ne la gardera point pour son compte ? La haine contre l'Angleterre qui, à l'heure actuelle, inspire une partie de nos gens, les jette dans une confiance aveugle du côté des Français alors que ceux-ci s'engageront peut-être dans l'entreprise avec les plus pures intentions, mais qui sait comment tourneront les choses ? Les Anglais, restant au Canada, seront pour nous de bons voisins et notre commerce reprendra avec cette colonie, avec les Trois-Royaumes pareillement. Nous sollicitons le secours de l'Espagne et de la France, eh bien! ne croyez-vous pas que c'est placer des hypothèques sur notre avenir ? Tout se paye. Les nations et les individus agissent par intérêt personnel.

Ces raisons expliquent pourquoi Washington a toujours été opposé au rétablissement de la France sur le Saint-Laurent.

Le Congrès avait déjà communiqué à Franklin, qui était à Versailles, le plan de Lafayette. Après avoir vu le rapport de Washington, il renonça à poursuivre l'entreprise. On peut supposer que Louis XVI eut connaissance des arguments employés par Washington.

En mars 1778, les instructions données à d'Estaing lui disaient qu'il pourrait réchauffer le zèle à l'égard du Canada, mais borner son aide à des croisières, si les Américains faisaient de ce côté une guerre de conquête. On était alors, à Versailles, sous l'impression que le Congrès voulait s'emparer de la Nouvelle-Écosse et du Saint-Laurent. En même temps, Gérard, délégué du cabinet français auprès du Congrès, était averti que "la conquête du Canada ne devra pas être une condition essentielle de la paix" qui terminera cette guerre. Ce qui veut dire: le Canada restera comme il est.

Gérard eut une idée à son tour. Comme l'Espagne se prononçait pour la prise du Canada, et, reconnaissant que les Américains convoitaient ce pays, il proposa de s'en emparer et d'en faire une quatorzième colonie ou province, ce qui ramena Lafayette à parler de rendre les Canadiens tout-à-fait indépendants d'aucune puissance, mais on lui répliqua: 1° pouvez-vous garantir le maintien de cette indépendance, 2° les Canadiens vous ont-ils dit qu'ils voulaient être libres? En d'autres termes: de quoi vous mêlez-vous?

Représentant de Louis XVI auprès du Congrès, La Luzerne s'adressant à cette chambre, disait: Pourquoi des doutes? Les craintes de Washington sont dénuées de fondements. Le roi est allé au devant de vos désirs en faisant le traité de février dernier, et il n'y a inséré aucun article de compensation, pas non plus un mot du Canada. Ce n'est nullement un contrat "donnant donnant" puisqu'il est tout d'un côté, tout en votre faveur. Le roi vous reconnaît comme puissance, il vous promet et vous apporte de l'aide, sans rien réclamer pour sa part.

Quelques réflexions peuvent prendre place ici. En 1760, beaucoup d'Américains se disaient que, si l'Angleterre pouvait les débarrasser de l'influence française, ils n'auraient plus à craindre le Canada et qu'il leur serait facile de se préparer à l'indépendance. Il est certain que, avec le temps, les provinces anglaises des bords de la mer seraient devenues maîtresses d'elles-mêmes.

En 1778, le peuple de France se souvenait que le Canada avait été pour lui comme une épine au pied. Ni en Angleterre ni en France on ne comprenait ce que pourraient être des colonies bien traitées et bien conduites.

Les Américains croyaient les Canadiens désireux d'épouser leur cause. Ils se trompaient. Lafayette s'imaginait que les Canadiens seraient heureux de se revoir sous le drapeau blanc. Il se trompait.

En 1775-1778, les Canadiens voyaient fort bien que le régime britannique valait mieux que celui de la France et ils voulaient rester comme ils étaient.

V

Lafayette, parti pour la France en janvier 1779, s'aperçut dès son arrivée que le cabinet avait pris la résolution de laisser le Canada à l'Angleterre. Il tourna son attention sur les secours promis à l'Amérique et sur ceux que l'on pourrait y envoyer par la suite. En cela, son activité produisit des changements favorables par l'envoi d'un corps de troupes destiné à combattre sous Washington. Jusque là, la flotte française combattait les Anglais aux Antilles dans l'intérêt de la France. On disait que, en même temps, elle retenait dans ces parages des troupes ennemies et les empêchait de se porter vers New-York ou

ailleurs, mais enfin Washington n'était pas secouru directement et l'armée de Clinton, toute immobile qu'elle était, prolongeait une situation rendue insoutenable pour les Américains.

La défaite de Burgoyne semble avoir persuadé l'état-major anglais de l'impossibilité d'un triomphe dans le nord. Washington sur l'Hudson guettait un moment favorable pour attaquer New-York, la seule ville de conséquence occupée par les troupes britanniques. Clinton commença, l'automne de 1779, à croire qu'il serait avantageux de s'emparer du sud; il y envoya Cornwallis. Washington, peu après, détacha Greene dans cette direction.

Le 10 mai 1780, Lafayette revient de France et trouve Washington au nord-est du New-Jersey, près de l'Hudson, plus que jamais déterminé à prendre New-York. Lafayette lui annonce des secours efficaces. Rochambeau arrive le 10 juillet avec des régiments et se place sous les ordres de Washington.

Le 20 mai, La Luzerne écrit de la Pennsylvanie à Vergennes, que le Congrès approuve une expédition contre le Canada; que Lafayette demande l'attaque de New-York et, en cas d'insuccès, la conquête de la Nouvelle-Écosse et du Saint-Laurent; que Washington est froid à l'égard du projet sur le Canada mais ne donne aucune raison à l'encontre. La Luzerne dit avoir fait observer à Lafayette que ce serait une faute de provoquer le soulèvement des Canadiens ou des Acadiens sans la certitude de maintenir leur indépendance. On lui répond qu'il s'agit seulement de se rendre maître de ces contrées afin de dicter plus facilement, par la suite, la question des frontières, et là-dessus, La Luzerne déclare qu'il serait odieux de pousser les Acadiens ou les Canadiens à la révolte sous prétexte d'indépendance pour ensuite, à la paix, échanger leurs territoires contre les provinces américaines que les Anglais tiendraient en leur pouvoir à ce moment-là.

Le 3 juin 1780, La Luzerne avise le ministre que le moyen de faire disparaître le projet contre le Canada serait de refuser tout subside nécessaire à cette fin. Il ne mentionne nulle part l'existence d'une cabale ou parti qui s'organisait alors dans le sud pour réclamer, à la paix, les territoires anglais situés à l'ouest de la Virginie, des deux Carolines et de la Géorgie, jusqu'au Mississipi. Cette réclamation devait pourtant l'emporter, au dernier jour, sur le plan de Lafayette du côté du Canada.

Dans cette dépêche du 3 juin, La Luzerne sonne une alarme en disant qu'il y a nombre d'Américains favorables à l'idée d'un arrangement avec l'Angleterre sans la participation de la France. Nous savons que Franklin et John Adams, qui étaient à Paris, ont opéré sur cette ligne de conduite tout le temps et jusque dans la signature des traités. La France n'était pour eux qu'une bonne vache à lait.

Le 7 juin, La Luzerne explique que Samuel Adams, homme du nord, très influent, demande l'annexion du Canada ou son indépendance à titre de sauvegarde du Massachusetts, mais pas avant d'avoir assuré la libération des treize États. Lafayette s'accorde sur ce point avec le parti de Samuel Adams. Il y avait longtemps déjà que John Adams et Benjamin Franklin faisaient entendre cette note.

Le 24 juin, La Luzerne annonce qu'il a été envoyé de New-York quinze cents hommes de troupes vers Halifax et Québec, par suite de tout ce qui se débite de projets militaires concernant ces deux pays. Le 26 août, il parle d'une singulière rumeur: l'Angleterre battue céderait le Canada et la Nouvelle-Écosse, mais on lui laisserait les colonies au sud de la Pennsylvanie. Il ajoute que le Canada vaut quelque chose et qu'il a même une "grande valeur au point de vue du commerce, et la Nouvelle-Écosse pour ses pêcheries".

Au mois d'octobre 1780, Greene prit l'ascendant sur Cornwallis dans le sud. Il était temps, car la Virginie, les Carolines et la Géorgie étaient tombées en quelques mois aux mains des Anglais. D'Estaing, avec la flotte des Antilles, passait au large, en route pour la France.

Le 3 novembre, La Luzerne raconte que Washington, se voyant inoccupé sur l'Hudson (parce qu'il le voulait bien!), et ayant sous la main les hommes de Rochambeau, parlait d'une expédition en Canada et sur ce, La Luzerne lui fait observer net que Louis XVI remettait cette conquête après la libération des treize colonies insurgées. C'était comme un ordre de se tenir tranquille. Alors Washington tourna les yeux du côté de la Virginie, son pays, où il n'avait pas reparu depuis l'été de 1775, mais il ne précipita point son mouvement et continua de rêver la prise de New-York.

Expliquons-nous: Washington s'obstinait à vouloir chasser Clinton de New-York, mais La Luzerne soutenait que le grand effort devait se diriger au sud et il ajoutait que si Cornwallis était écrasé, New-York se rendrait sans résistance, ce qui eut lieu en effet. Rochambeau appuya dans le même sens. Plus tard, à la fin du printemps de 1781, Washington déclara qu'il allait attaquer New-York et qu'après cela, qu'il ait réussi ou non, il marcherait vers le sud. Rochambeau accéda, voyant qu'on allait enfin se remuer, car il y avait huit ou dix mois que les troupes françaises se reposaient de leur voyage par mer.

Les événements vont tourner sur une pointe d'épingle, une véritable scène de comédie. Sortant du Conseil où cette décision venait d'être prise, Chastellux en informa par billet l'un de ses camarades et le messager qui portait cette missive fut capturé par les rôdeurs de Clinton. Voilà donc le commandant anglais sur l'éveil, mais, à la même minute, Washington déclare à Rochambeau qu'il vient de changer d'idée et lui ordonne d'ébranler l'armée dans la direction de la

Delaware. Tout est en mouvement dès cette heure. Clinton voit venir l'attaque, croit-il au début, ensuite il se demande quelle sorte de combinaison occupe la cervelle de l'ennemi qui a l'air de chasser vers le sud. Il ouvrit les yeux en apprenant que Washington traversait le New-Jersey—et c'était trop tard pour entreprendre de le couper ou de tomber sur ses derrières. Ainsi commença la glorieuse et finale campagne du sud.

VI

Cornwallis tenait encore partout dans le sud. Greene avait trop peu de force pour être redoutable.

Les régiments français au repos dans le nord allaient entrer en ligne. Jusque-là, on avait vu des soldats alliés qui passaient, mais ceux-ci s'étaient arrêtés et n'allaient point reprendre la mer pour disparaître. Leur présence en Virginie devait entraîner les gens du sud, la plupart grands cavaliers, bons chasseurs, braves, adroits et résolus. Le nord n'avait pas d'hommes de cheval. Les fantassins de Cornwallis devaient faire la connaissance de ces voltigeurs montés des plantations du sud qui les harcelaient et les taillaient en pièces aussi bien que l'eût fait une cavalerie régulière.

En attendant que Washington abandonnât l'Hudson, La Luzerne écrivait. D'abord, le 1er janvier 1781, il faisait savoir au ministre que le Canada ne renfermait que 4,400 hommes de troupes royales et la Nouvelle-Écosse, 3,600. Le 2 mars, il annonce que toutes les provinces américaines reconnaissent le "gouvernement fédéral" proclamé depuis si longtemps. Au mois d'avril, il note que le Congrès veut l'expédition du Canada en vue de déterminer, à la paix, des frontières bien reconnues, et même on croit, à Philadelphie, qu'il vaudrait mieux garder le Canada tout-à-fait, pour éviter la concurrence anglaise sur nombre de points. Il ajoute que le Congrès a écrit en France exposant tout le sujet. Des préparatifs sont commencés. Le 12 mai, il y a deux courants d'idées: le nord demande le Canada sans retard; le sud, seulement après la libération des treize colonies. Pas un mot des aspirations du sud vers les territoires de l'ouest. De fait, la guerre, depuis 1775, se tenait dans le nord et l'on ne s'occupait pas trop des provinces restées tranquilles, ni de ce qu'elles pensaient. Bientôt, c'est-à-dire l'automne de 1781, les hostilités se concentrant dans le sud, ses habitants se distinguant par leur courage en toute occasion; de plus, la victoire couronnant sur leur territoire les efforts du sud, du nord et de la France combinés, il était impossible que le parti de l'extension vers l'ouest ne devînt pas le parti dominant. À la fin, comme presque toujours, ce qui l'emporta sur toutes les autres propositions fut cet argument inattendu.

Washington était encore sur l'Hudson avec ses volontaires et les troupes françaises en mai 1781, lorsque la flotte du comte de Grasse se montra au Connecticut portant des renforts. On envoya le tout, par mer, secourir le sud, et très à-propos.

Au mois d'août, le Congrès reçut de Versailles un fort prêt d'argent qui compléta le changement des affaires.

La Luzerne dit, le 27 septembre, que soixante et dix vaisseaux vont partir du Canada chargés de bois de mâture. Tout désintéressé qu'il est sur la question de la conquête du Saint-Laurent par la France, on voit qu'il s'informe des ressources naturelles de la contrée. Quant à Vergennes, dont le principal but était de mater l'Angleterre, il pouvait faire son profit des renseignements de La Luzerne en gênant, par le moyen de sa flotte, le commerce de la colonie.

L'armée de Washington ayant franchi pas à pas, mais durant la belle saison, sept cents milles qui, au mois de mai, la séparait du sud, arriva en Virginie au mois de septembre 1781, tandis que Clinton, contenu à New-York par une autre flotte française, était empêché de secourir Cornwallis déjà aux prises avec Greene qui voyait venir Washington avec Rochambeau.

La campagne ne fut pas longue une fois la rencontre opérée—le 19 octobre, Cornwallis capitula après avoir défendu Yorktown avec courage et habileté. New-York resta dans son insignifiance jusqu'à la paix et alors Washington y entra.

VII

Dès que l'Espagne vit poindre la fin des hostilités ,elle fit connaître ses conditions à l'égard de la paix et, comme elle avait changé d'avis au sujet du Canada, elle voulait le garantir à l'Angleterre.

Le parti nord-américain demandait le droit de pêcher sur les bancs de Terreneuve, on le lui accorda. John Adams, à la fin, s'en tenait à cette politique et ne parlait du Canada que pour plaire à Franklin. Jay, qui était avec eux à Paris, tenait pour le parti du sud dans le projet d'extension vers l'ouest. Adams, Jay, Washington, tous trois anglophiles, en tout temps et en toute occasion.

France et États-Unis ne voyaient dans le Canada qu'un pays de fourrures. Franklin était bien autrement éclairé, mais il se trouvait à peu près seul de son opinion.

La majorité des Américains avait d'abord fait les gros yeux en voyant la révolte dans le pays. Elle n'avait montré aucun enthousiasme au moment de la déclaration d'indépendance (1776) et elle ne s'empressa guère de constituer des gouvernements provinciaux, même elle hésita longtemps à reconnaître le Congrès. Son acceptation du régime fédéral ne date que de 1781, pendant la marche de Washington

et Rochambeau vers le sud, à la veille de la victoire finale. En 1782, au moment du traité de paix, elle regardait ce dernier acte comme le moyen de se rapprocher de l'Angleterre tout en se maintenant dans sa nouvelle situation d'indépendance.

Le groupe des treize États renfermait un peu moins de trois millions de blancs. Étaient esclavagistes, ceux du sud: Delaware, Maryland, les Virginies, les Carolines et la Géorgie. Outre la question nègre, de grandes différences existaient entre ces deux moitiés qui, vraiment, n'étaient pas faites pour aller ensemble.

Les délégués américains ont arrangé leur paix avec l'ancienne mère-patrie sans s'occuper de la France. Ils y ont mis une désinvolture qui paraîtrait naïve si l'on ne savait que tout chez eux procédait par calcul égoïste. Ils ont soigné leurs intérêts à outrance et avec des allures de mystère que Franklin couvrait de bonnes et suaves paroles qui trompèrent si bien la masse française, mais non pas les ministres de Louis XVI.

Le trésor anglais était vide. Il lui fallai* payer l'indemnité de guerre en cédant du pays. Ses commissaires acceptaient les demandes à cet égard sans trop discuter. Le cabinet de Versailles laissa Franklin Adams et Jay agir et régler l'affaire sans aucunement y prendre part, tant et si bien que les trois Américains conclurent et signèrent le traité avant que de le faire connaître à Vergennes et avant que Londres et Versailles n'eussent terminé les préliminaires de leur propre traité. C'était d'un sans-gène frisant l'insolence. Pourtant, combien de fois n'avait-il pas été entendu et compris que rien de tout cela ne se ferait séparément!

Franklin n'abandonna ses vues sur le Saint-Laurent qu'après une longue résistance et après avoir été laissé seul par Adams et Jay. Il leur représentait que la pêche de Terreneuve était une mince acquisition comparée à l'avenir du Canada. Adams, disait (août 1782) que, en effet, le Canada ferait bien l'affaire des Américains, si la France y consentait et en supposant que l'Angleterre dirait oui. Vergennes, de son côté, soutenait que si les Américains mettaient la main sur le Canada d'une manière quelconque, il faudrait finir par le leur laisser, ce qu'il ne désirait pas du tout.

La dernière mention du Canada eut lieu le 13 août 1782, pendant la rédaction des préliminaires qu'Oswald devait porter à Londres pour les faire examiner. Franklin voulait la cession de cette colonie. Adams et Jay étaient muets là-dessus. Oswald répondit, en substance: mon gouvernement ne m'a rien dit à ce sujet et je sais que le roi de France y répugne.

Enfin, les pêcheries furent concédées aux États-Unis et les territoires de l'ouest pareillement. De plus, les provinces du centre et du

nord pouvaient s'étendre vers le soleil couchant tout aussi bien que celles du sud. C'était un monde qui changeait de main.

En novembre 1782, le traité étant signé, Vergennes écrivait à La Luzerne que, s'il peut, lui Vergennes, en juger par ce qu'il a connu, la France sera maigrement payée de ses sacrifices pour la cause américaine; et, le 4 décembre, il écrivait à Gérard que les Anglais n'ont pas fait la paix avec les États-Unis, mais l'ont achetée, ce qui est bien différent. Tout cela excède ce que j'aurais pu croire, finit-il par dire.

Du commencement à la fin, il ressort de la présente étude que 1° les Américains avaient la tentation du Canada, 2° la France ne voulait point cette colonie pour elle ni pour les Américains, tout en aidant ces derniers dans leur rébellion pour faire pièce à l'Angleterre, 3° les Américains voulaient avoir leurs franches coudées chez eux, puis reprendre leur commerce avec les Trois-Royaumes—affaire de langage semblable et d'origine et de religion communes.